



République française - Département des Bouches du Rhône - Arrondissement d'Arles
Commune de Saint-Étienne du Grès

DÉCISION DU MAIRE n° 2025/08

Objet : Avenant N°5 à la convention d'occupation précaire du marché André Vidau pour l'organisation de vide-greniers et brocantes les dimanches

Monsieur le Maire de la Commune de Saint-Étienne du Grès,

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code général de la propriété des personnes publiques,
VU la délibération n°2020/032 du 09 juin 2020 modifiée par délibération n°2023/041 du 09 mai 2023 portant délégation de pouvoirs du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée par délibération n°2023-057 du 27 septembre 2023, puis par délibération n°2024/002 du 8 janvier 2024,
VU la décision N°2024-05,
VU la convention d'occupation précaire conclue et notifiée le 4 mars 2024,
VU l'avenant N°1 à la convention d'occupation précaire précitée,
VU l'avenant N°2 à la convention d'occupation précaire précitée,
VU la décision N°2024-14,
VU l'avenant N°3 à la convention d'occupation précaire précitée,
VU la décision N°2024-27,
VU l'avenant N°4 à la convention d'occupation précaire précitée,

CONSIDERANT qu'au terme de la procédure prévue par les articles L2122-1-1 et suivants et R2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, le Maire a désigné la SAS Les Puces de Provence pour occuper le site du marché André Vidau certains dimanches de l'année 2024 en vue d'y organiser des vide-greniers et des brocantes.

QUE cette autorisation a pris la forme d'une convention d'occupation précaire, conclue à titre personnel, temporaire et révocable et notifiée à l'occupant précaire le 4 mars 2024,

CONSIDERANT que plusieurs dispositions doivent faire l'objet de modifications :

- L'occupant a sollicité la Commune afin d'obtenir son autorisation pour proposer de la restauration rapide et des rafraichissements durant les vide-greniers. Dès lors que ce commerce fait état de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de cette activité et qu'il se soumet aux règles d'hygiène impératives, une autorisation peut être consentie en contrepartie de l'augmentation de la redevance portée à 1600 euros par vide-greniers (auparavant 1550 euros) (articles 4 et 6)
- Mise à jour du planning des dimanches d'occupation du marché pour 2025 (article 5)
- Un rappel de la réglementation applicable à l'activité d'organisateur de vide-greniers (qualité des participants autorisés, identification des marchandises interdites à la vente, registre à coter) (article 7)



QUE dès lors il convient de modifier les dispositions concernées par avenant.

DÉCIDE

Article 1 : Les dispositions suivantes feront l'objet de modifications par avenant :

- Article 4 : autorisation de proposer de la restauration rapide et des rafraichissements durant les vide-greniers. Dès lors que ce commerce fait état de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de cette activité et qu'il se soumet aux règles d'hygiène impératives, une autorisation peut être consentie en contrepartie de l'augmentation de l'augmentation de la redevance.
- Article 5 : mise à jour des dimanches d'occupation pour l'année 2025.
- Article 6 : la redevance sera portée à 1600 euros par vide-greniers.
- Article 7 : rappel de la réglementation relative à l'activité d'organisateur professionnel de vide-greniers.

Article 2 : Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Responsable de la Trésorerie de Tarascon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil municipal.

Fait à Saint Etienne du Grès, le 31/01/2025.

Le Maire,
Jean MANGION



Acte rendu exécutoire après
publication du